

Le paradoxe du français à Moncton : fragilité et force économique? Le cas du quartier Sunny Brae

Guy Vincent

Numéro 16, automne 2003

Les enjeux de la francophonie en milieu urbain

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1005224ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1005224ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa

ISSN

1183-2487 (imprimé)

1710-1158 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Vincent, G. (2003). Le paradoxe du français à Moncton : fragilité et force économique? Le cas du quartier Sunny Brae. *Francophonies d'Amérique*, (16), 133–148. <https://doi.org/10.7202/1005224ar>

LE PARADOXE DU FRANÇAIS À MONCTON : FRAGILITÉ ET FORCE ÉCONOMIQUE ? LE CAS DU QUARTIER SUNNY BRAE

Guy Vincent
Université de Moncton

À Moncton, région urbaine où se côtoient francophones et anglophones, le climat social a bien changé depuis les tumultueuses années 1960, époque où les droits de la minorité francophone étaient constamment bafoués par la majorité anglophone. Depuis, quoique toujours minoritaire et menacée par le danger constant d'assimilation, la population francophone n'a cessé de faire des gains tant sur le plan politique que sur le plan démographique ou même économique. Naguère plutôt ouvrière et soumise, cette population s'est émancipée au point de devenir une importante clé dans la relance de Moncton après les difficiles années 1980 marquées par de nombreuses pertes d'emplois. Sunny Brae, l'un des quartiers résidentiels de Moncton, a connu un sort semblable. Majoritairement anglophone dans les années 1960, il a vu sa population francophone, stimulée par la présence d'organismes publics et parapublics, croître sans cesse depuis. Nous nous proposons ici de documenter et d'analyser les transformations démographiques, sociales et économiques qui se sont opérées dans Sunny Brae entre 1960 et 2000. De cette étude émergera le portrait d'une population francophone apparaissant d'abord fragile, mais constituant tout de même un atout considérable pour la vitalité de la région. La présente étude fait partie intégrante d'un projet plus large visant à étudier les transformations socio-économiques dans la ville de Moncton depuis 1960.

La région urbaine de Moncton

La région urbaine de Moncton regroupe un ensemble de municipalités situées le long de la rivière Petitcodiac. Bien que constituant des villages indépendants depuis très longtemps, les municipalités voisines de Riverview et de Dieppe se sont développées grâce à l'étalement urbain de l'après-guerre et, aidées par un processus d'annexion de territoire, elles ont acquis le statut de ville. Plutôt villes-dortoirs au début, elles se sont graduellement diversifiées sur le plan économique. Leurs caractéristiques socio-démographiques ont eu toutefois tendance à se spécialiser. Dieppe a connu une croissance fulgurante depuis les années 1980 et attire une population plutôt jeune et majoritairement francophone, alors que Riverview voit sa grande majorité anglophone stagner. Moncton, à plusieurs égards, se situe entre les deux, avec une croissance démographique moyenne et une légère majorité anglophone

(voir carte). Ainsi, la région du Grand Moncton comptait 117 727 habitants en 2001, soit 61 046 à Moncton, 14 951 à Dieppe et 17 010 habitants à Riverview, respectivement (Statistique Canada, 2001).



Le quartier de Sunny Brae (avec l'Université de Moncton en arrière-plan).
Source : Carte postale de The Postcard Factory (Waverley, N.-É.).

Les hauts et les bas de la région du Grand Moncton

La devise de Moncton, *Resurgo* («Je me relève»), illustre bien le cheminement tortueux qu'a connu la région au cours de son histoire. Plus d'une fois, la ville a dû affronter et relever des défis de taille. Se sont succédées des périodes d'essor et de déclin. Région rurale et agricole avant la déportation des Acadiens en 1755, Moncton devint la terre d'accueil d'immigrants allemands de la Pennsylvanie vers la fin du XVIII^e siècle ; elle prospéra ensuite au milieu du XIX^e siècle comme chantier naval à l'époque des goélettes, avant que celles-ci ne soient remplacées par les navires à coque d'acier qui ne pouvaient naviguer sur la Petitcodiac. Le passage du chemin de fer et la construction d'ateliers de réparation du Canadien National favorisèrent la relance de Moncton par un bref essor industriel. Pendant la majeure partie du XX^e siècle, Moncton devint un centre important de transport, battant au rythme du Canadien National jusqu'à la fermeture de l'atelier du CN en 1986. Depuis, la région s'est relevée une fois de plus en demeurant un centre de services et de distribution régional, mais aussi en exploitant les technologies de l'information.

Mieux branchée sur le monde, elle devient le creuset du développement d'une expertise locale en matière de télécommunications.

La ville de Moncton s'est donc transformée. Son centre-ville, ses quartiers centraux, ses municipalités voisines ainsi que le profil de la population tendent à refléter ces étapes de développements successifs. Le quartier Sunny Brae en est un bon exemple.

Le quartier Sunny Brae

Situé en périphérie est de la ville de Moncton, Sunny Brae a été une municipalité indépendante jusqu'à son annexion à Moncton en 1955 (voir carte). La partie étudiée correspond à la portion ouest que Brun (1999) présente comme majoritairement anglophone en 1960, alors que la partie est (à l'extérieur de l'espace étudié et à l'est) regroupait une population surtout francophone. Le quartier est situé sur une légère pente couverte d'arbres, faisant face au sud. Encore aujourd'hui, Sunny Brae apparaît quelque peu enclavé par une configuration de rues et une topographie limitant l'accès. De plus, le quartier est bordé par un chemin de fer au sud, et par les rues Elmwood puis McLaughlin à l'est, lesquelles constituent un axe d'entrée vers Moncton. L'Université de Moncton couvre la majorité du pourtour restant.

Presque essentiellement à vocation résidentielle, Sunny Brae était déjà, en 1960, plutôt périphérique par rapport au développement urbain de Moncton. Une succession de changements au cours des années 1960 allaient contribuer à transformer petit à petit la nature du quartier et son climat social. Étant à la fois retranché, à l'écart de la ville et jouxtant un espace qui allait s'avérer stratégique, Sunny Brae s'est francisé, embourgeoisé, mais aussi diversifié.

Moncton depuis les années 1960...

Comme pour l'ensemble de la société nord-américaine, la région de Moncton a été grandement marquée par les changements d'après-guerre. L'étalement urbain, le déclin du centre, la désindustrialisation, l'intensification de la société de consommation, les modifications dans la structure des emplois, ont eu des répercussions à Moncton. Comme le note Donald Savoie, l'Acadie allait s'affirmer au cours des années 1960 tant sur le plan économique que sur le plan culturel (1988, p. ii). Quelques faits marquants de cette époque illustrent ces changements.

Tableau 1

**Caractéristiques linguistiques de la région de
Moncton et de ses constituantes, 1961**

1961	Région de Moncton	Moncton	Dieppe	Coverdale (Riverview)	Total des 3 municipalités
Population	55 768	43 840	4 032	3 920	51 792
Anglais langue officielle	63,1 %	63,4 %	26,6 %	94,8 %	62,9 %
Français langue officielle	4,5 %	4,0 %	14,7 %	0,4 %	4,6 %
Anglais et français langue officielle	32,0 %	32,3 %	57,9 %	4,5 %	32,2 %
Anglais langue maternelle	66,2 %	66,6 %	30,4 %	96,0 %	66,0 %
Français langue maternelle	32,5 %	32,2 %	67,4 %	2,6 %	32,7 %

Source : Statistique Canada, *Recensement de 1961*.

L'Université de Moncton en 1963

Une décennie de changements s'amorce en 1960, par suite de l'élection de Louis J. Robichaud comme premier ministre du Nouveau-Brunswick. En effet, Robichaud, premier Acadien francophone élu à ce poste, allait mettre sur pied une commission chargée de procéder à la restructuration de l'enseignement supérieur dans la province. Par conséquent, le programme « Chances égales pour tous » allait être le fer de lance du nouveau gouvernement afin de pallier les inégalités économiques et sociales évidentes dans la province. Largement marginalisés jusqu'alors, les francophones du Nouveau-Brunswick allaient en être les plus grands bénéficiaires.

Une université francophone dans une ville anglophone ! Coup de génie ou œuvre d'un grand stratège ? Le contexte émergeant au début des années 1960, les recommandations de la Commission Deutsch et le programme « Chances égales pour tous » du gouvernement Robichaud (Young, 2001) mènent à la centralisation de l'enseignement supérieur francophone et à l'établissement, en 1963, de l'Université de Moncton, sur un terrain contigu au quartier Sunny Brae. (Dans le même contexte, un campus de l'Université du Nouveau-Brunswick à St. John allait voir le jour.)

« [L]a colline de Sunny Brae n'offrait rien de pittoresque. Vue de la ville, elle n'était guère accueillante à cause du marais couvert de foin fou, traversé par un ruisseau tortueux, capricieux, sale, hostile » (Cormier, 1975, p. 99). Néanmoins, au fil des ans le campus connaît une croissance appréciable pour devenir un point de convergence de la jeune population francophone. Ainsi, par suite d'une succession d'achats et de constructions, le terrain dénudé se transforme en campus aménagé sur lequel sont aujourd'hui érigés une vingtaine d'édifices. Comptant 33 professeurs en 1963-1964, il passe à 325 en 1991-1992 et à 317 en 1996-1997 ; quant à la population étudiante, elle passe de 615 étudiants la première année à 4 321 en 1991-1992 puis à 3 700 en 1996-1997. Dans les deux cas, les chiffres sont à peu près constants depuis. Ainsi, selon le bureau du registraire, plus de 25 000 diplômés (27 689 entre 1964 et 2002) allaient défiler à Moncton entre 1963 et 2000 (un peu moins de 35 000 pour l'ensemble des trois campus qui constituent maintenant le réseau de l'Université de Moncton, les deux autres étant situés à Edmundston et à Shippagan). Le campus de Moncton devient également l'un des employeurs les plus importants de la région : en 1986-1987, son budget de fonctionnement se chiffrait à plus de 50 millions de dollars, ce qui engendrait alors des retombées de 140,8 millions de dollars (Higgins et Beaudin, 1988, p. 18). Et Sunny Brae devient un espace courtisé, sollicité, convoité par une population de plus en plus francophone.

Sur le plan municipal, le maire de Moncton à l'époque, Leonard Jones, dont les actions reflétaient le manque de sympathie envers les francophones et l'opposition au bilinguisme officiel, cherche désespérément à revitaliser « son » centre-ville en perte de vitesse. Pour pallier ce déclin, en juillet 1970, un projet à sa mesure est soumis, accepté et réalisé : ironie du sort, le complexe L'Assomption, siège d'une entreprise acadienne, abrite également des services gouvernementaux provinciaux et fédéraux dans les deux langues officielles du Nouveau-Brunswick.

La fin des années 1960 est une période d'effervescence à laquelle Moncton n'échappe pas. Au début de la décennie, les Acadiens avaient acquis des droits nouveaux grâce à la modernisation du Nouveau-Brunswick, sous Louis J. Robichaud, et à la désignation du Nouveau-Brunswick comme province officiellement bilingue. Comme ailleurs dans le monde, les étudiants de Moncton manifestent : pour la paix dans le monde, contre l'augmentation des frais de scolarité, et pour que soit respecté le bilinguisme, voire le français, au Nouveau-Brunswick. Ils accèdent en plus grand nombre à l'enseignement universitaire et, par la suite, à des postes de décision sur le marché du travail. Cette effervescence est très évidente à Moncton, point névralgique d'interface entre les deux groupes linguistiques.

Le gonflement de l'appareil public provoqué par une croissance démographique sans précédent et par une politique de bilinguisme officiel au Nouveau-Brunswick allait assurer l'accroissement de la présence francophone au sein des différents services gouvernementaux et dans les milieux hospitaliers et scolaires. Une population francophone beaucoup plus encline au bilin-

guisme (ou à une plus grande « flexibilité linguistique ») que les anglophones allait prouver que l'oppression linguistique subie dans le passé a pu, à long terme, se transformer pour elle en avantage en lui ouvrant de nombreuses possibilités d'emploi.

En quelques décennies, de plaque tournante du transport qu'elle était, Moncton est devenue une ville de services. Les entreprises Canadien National, Eaton's, Swift, le dépôt des Forces armées canadiennes ont fait place à L'Assomption, à la Croix Bleue et à d'autres institutions financières, à des centres commerciaux et à une panoplie de services publics, personnels et professionnels visant une diversification économique accrue. Ainsi se développe entre l'Université de Moncton et le centre-ville de Moncton un axe important le long duquel se déploient des établissements devenus nécessaires à une population francophone plus visible. La rue Archibald, renommée depuis 1999 rue de l'Université, a été témoin de la croissance des effectifs de l'Université de Moncton, de la Société Radio-Canada et de l'hôpital Georges L. Dumont au cours des dernières décennies. De plus, certains cabinets de services professionnels (médecins, spécialistes, publicitaires, etc.), de même que Pêches et Océans Canada, qui s'est établi dans l'ancien collège Notre-Dame d'Acadie, se sont agglutinés à ces pôles importants. Il est alors justifié de prévoir que les espaces résidentiels contigus, voisins ou à proximité, comme Sunny Brae, attireront une proportion accrue de résidents francophones.

Le campus devient aussi un incubateur important de main d'œuvre et d'entreprises. En effet, plusieurs de ses diplômés vont travailler dans la fonction publique et dans l'entreprise privée, mais ils vont aussi créer de nouvelles entreprises et d'autres emplois. Ainsi, l'Université de Moncton a-t-elle exercé un magnétisme certain auprès d'étudiants qui, une fois diplômés, ont choisi d'élire domicile dans une région garante d'emplois et d'avancement ; ce faisant, ils contribuent à élargir la part francophone dans la région de Moncton et à assurer la croissance économique du Grand Moncton (Allain, 1998).

Les technologies de l'information, les services : une base économique fragile ?

À l'heure des technologies de l'information, la région semble s'acheminer une fois de plus vers une spécialisation de sa base économique. La présence à la fois d'une population bilingue et instruite, d'un coût de la vie modéré et d'une expertise reconnue en télécommunications incite des entreprises à établir leurs centres d'appels à Moncton. Cette spécialisation constitue certes un danger, mais aussi un gage d'avenir, car les possibilités d'effets multiplicateurs et d'exportation de produits et de services locaux sont évidentes.

Tableau 2

**Connaissance des langues officielles par la population,
selon la langue maternelle, Grand Moncton, 1996**

	Total		Anglais		Français		Anglais/ Français	
Langue maternelle								
Total – Langue maternelle	111 795	100,0%	58 975	52,8%	2 845	2,5%	49 925	44,7%
Réponses uniques	110 435	98,8%	58 770	53,2%	2 820	2,6%	48 800	44,2%
Anglais	73 615	65,8%	57 620	78,3%	25	0,0%	15 960	21,7%
Français	35 575	31,7%	315	0,9%	2 775	7,8%	32 485	91,3%
Langues non officielles	1 240	1,1%	835	67,3%	25	2,0%	355	28,6%

Source : Statistique Canada, *Recensement de 1996* – 95F0219XDB96002

Ainsi, un portrait d'ensemble émerge et le contexte récent semble davantage sourire à la population qui maîtrise les deux langues officielles. Une grande part des francophones de la région paraît jouir de son « ouverture linguistique ». Comme l'indique le tableau 2, en 1996, 15 960 des 73 615 anglophones déclarent connaître les deux langues, alors que près de la totalité des francophones disent connaître l'anglais et le français (22 % et 91 % respectivement, bien que les anglophones soient deux fois plus nombreux). Toutefois, on devine une augmentation de la population anglophone bilingue depuis 1960. Les rôles semblent s'inverser.

Problématique de l'étude d'une petite ville

La majorité des études sur les transformations des quartiers centraux ne portent sur aucune ville plus petite que Halifax ou Kitchener-Waterloo, par exemple. L'étude de la dynamique des populations à l'intérieur de « petites villes », ou même de quartiers, représente donc un certain défi. Ce défi se situe principalement dans la difficulté de recueillir des données et des informations, afin d'indiquer et de localiser clairement les changements dans le profil de la population qui s'opèrent dans une région urbaine relativement peu peuplée. Un des problèmes provient du fait que la région de Moncton n'est l'objet de publications de statistiques par secteur de recensement (SR) que depuis 1981. Les comparaisons avec les périodes antérieures sont donc difficiles. De plus, malgré la possibilité de dresser un portrait statistique détaillé, la structure des SR, qui englobe un espace plus grand que celui étu-

dié, ne permet pas de distinguer les nombreuses « réalités » qui peuvent exister à l'intérieur de celui-ci. Ainsi, Sunny Brae est « submergé » dans le SR 10 01 pour les recensements de 1986, de 1991 et de 1996 (voir carte), et encore plus dans le SR 10 en 1981. Le secteur de dénombrement offre un découpage plus fin, mais dont les limites varient d'un recensement à l'autre et qui ne comprend pas nécessairement l'espace voulu. Les secteurs de dénombrement (SD) (1996) qui comprennent Sunny Brae débordent les limites du quartier (voir carte). Bien qu'il soit essentiel d'utiliser l'information contenue dans ces sources pour dresser un portrait d'ensemble, il faut aussi puiser à d'autres sources.

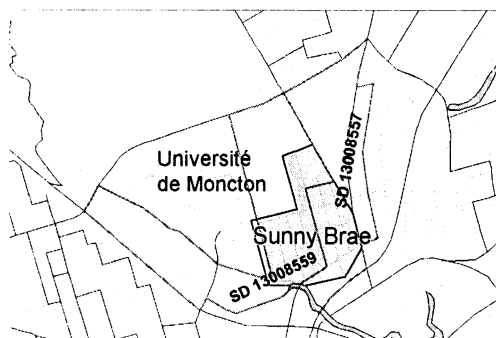
Les annuaires de villes constituent un inventaire de la population d'un « marché » donné destiné principalement aux entreprises désireuses d'orienter leurs campagnes de mises en marché (marketing) et de sonder la clientèle. L'utilité des annuaires de villes a déjà été validée par Harris et Moffat (1986). Deux sections du *Moncton City Directory* sont particulièrement utiles. La première comporte une énumération des ménages de la région de Moncton (surtout Moncton, Dieppe et Riverview) par ordre d'adresse. Sont indiquées dans cette section le(s) nom(s) des personnes majeures habitant à une adresse donnée, le nombre d'années qu'elles ont vécu à cette même adresse et si elles sont propriétaires du logement. La seconde section présente une liste des personnes inventoriées dans la première section de même que, dans environ 70 % des cas, leur profession et leur employeur. La qualité de l'information dépend essentiellement de la nature de l'information à la source – le répondant –, puisque ces renseignements sont transcrits tels quels. Ainsi, aucun effort de classification ou de catégorisation des emplois ni de standardisation grammaticale de l'information n'est accompli dans le processus d'édition. Il en résulte parfois, entre autres, des omissions, des inversions de noms-prénoms ou des éléments d'information vagues, et ce, particulièrement dans les plus récentes éditions, en raison de l'utilisation de la technologie de numérisation et du désir d'une proportion croissante de la population de protéger sa vie privée.

Les données d'évaluation foncière de 2001 de la Corporation géographique du Nouveau-Brunswick permettent de combler une partie de ces lacunes. En effet, à défaut de comporter des informations sur l'emploi, sont inclus les noms des occupants et des propriétaires (et leur adresse, si elle diffère) ainsi que la valeur d'évaluation de la propriété dans une proportion voisine de 100 %.

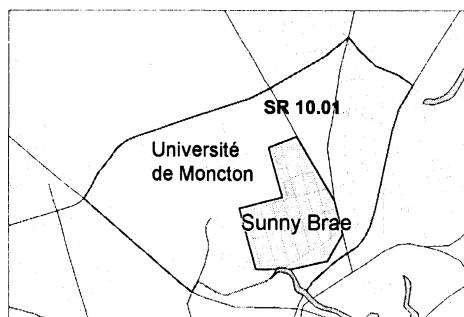
Outre ces sources, nous avons mené des entrevues semi-dirigées auprès de résidents possédant une expérience de vie dans le quartier, de durée variée, pour tenter de sonder la qualité de vie dans Sunny Brae et la perception du changement.

Sunny Brae, 1960-2000 : portrait statistique d'une évolution socio-linguistique

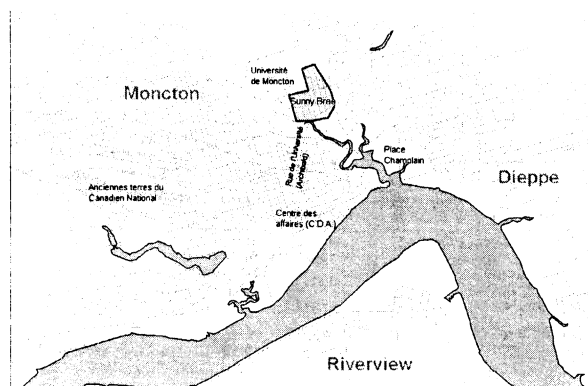
Du recensement de 1996 se dégagent des données comparables à celles du Grand Moncton en ce qui a trait à la « flexibilité linguistique » des francophones du secteur de recensement (SR) 10 01, secteur beaucoup plus grand dans lequel s'insère Sunny Brae. En effet, 170 des 900 anglophones déclarent connaître l'anglais et le français contre 770 des 885 francophones. Les données à l'échelle des secteurs de dénombrement (SD) ne permettent pas le même croisement d'information. On devine tout de même une tendance semblable, puisque très peu de répondants affirment ne connaître que le français, alors qu'il y en a environ 250 dans chacun des SD qui disent connaître l'anglais et le français.



Sunny Brae et les secteurs de dénombrement.



Sunny Brae dans le secteur de recensement 10.01.



Sunny Brae et quelques points de repères pour situer le quartier dans le contexte régional.

Source : Fonds de cartes de Statistique Canada, fichiers Gfrr305r, Gsr_305b, Gsd_305n et Gfrr305s.

Tableau 3
Connaissance des langues officielles par la population,
selon la langue maternelle, SR 10.01, 1996

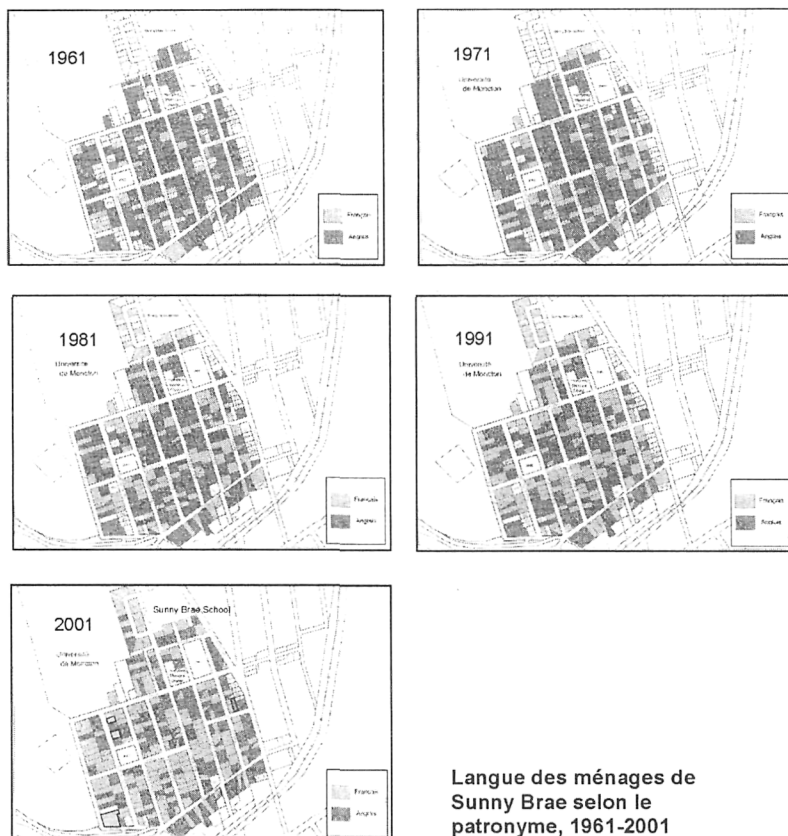
Langue maternelle	Total		Anglais		Français		Anglais/ Français	
Total – Langue maternelle	1 830	100,0 %	745	40,7 %	115	6,3 %	960	52,5 %
Anglais	900	49,2%	730	81,1 %	0	0,0 %	170	18,9 %
Français	885	48,4%	0	0,0 %	105	11,9 %	770	87,0 %
Langues non officielles	35	1,9%	15	42,9 %	10	28,6 %	0	0,0 %

Source : Statistique Canada, *Recensement de 1996* – 95F0219XDB96002

Même si le portrait qui ressort des données du recensement est révélateur, beaucoup de détails sont engloutis dans un découpage des unités géographiques impropres au présent exercice. De plus, ces informations ne sont pas disponibles pour l'ensemble de la période étudiée. Il apparaît donc nécessaire d'utiliser une autre méthode afin d'évaluer l'évolution de la présence francophone dans le quartier Sunny Brae tel que nous le définissons dans la présente étude. Aussi dressons-nous un portrait linguistique du quartier en tenant compte du patronyme comme indicateur de l'appartenance linguistique à l'anglais ou au français des personnes résidant en ménage. Bien qu'imparfait, cet outil nous permet tout de même d'obtenir un portrait assez représentatif de la réalité et très proche des données de recensement de 1996. De la même façon, il est possible de retracer l'évolution du profil sociolinguistique de Sunny Brae depuis 1960. Les cartes permettent de se rendre compte des particularités spatiales de cette progression.

Tableau 4
Portrait linguistique selon le patronyme, Sunny Brae, 1961-2000
(compilé à partir du *Moncton City Directory*)

	1961		1971		1981		1991		2000	
Logements	311	100,0 %	330	100,0 %	347	100,0 %	334	100,0 %	338	100,0 %
Réponses	293	94,2 %	313	94,8 %	314	90,5 %	255	76,3 %	326	96,4 %
Français	32	10,3 %	72	21,8 %	116	33,4 %	118	35,3 %	171	50,6 %
Anglais	261	83,9 %	241	73,0 %	196	56,5 %	137	41,0 %	155	45,9 %



Source : Compilation des annuaires de la ville de Moncton (1961, 1971, 1981, 1991, 2001) et évaluation foncière de la Corporation géographique du Nouveau-Brunswick, 2001.

La « francisation » de Sunny Brae est évidemment impressionnante. En effet, alors qu'il s'agissait d'un quartier majoritairement anglophone en 1961, Sunny Brae est devenu au fil des ans un microcosme de la montée du français à Moncton. Ainsi, selon notre indicateur, la moitié des ménages de Sunny Brae étaient francophones en 2000. Toutefois, la composition des ménages a également changé. Les ménages familiaux traditionnels ont graduellement laissé place à de nouveaux types d'arrangements d'habitation comme le partage de logements, le « chambrage », la cohabitation de personnes non apparentées, etc. De ce fait, beaucoup plus de personnes se qualifient comme répondants au recensement des annuaires de villes, parfois plus de deux par ménage. Donc, pour l'année 2000, en considérant tous les répondants plutôt que les ménages, on obtient 398 répondants sur une possibilité de 477, dont 261 seraient francophones et 137 anglophones (donc 66 % de francophones).

La francisation de Sunny Brae s'accompagne d'un changement important du profil d'emploi de la population ainsi que d'une modification évidente dans la relation résidence-travail. Le profil d'emploi demeure cependant mul-

tipolarisé. En effet, en 1961, la population – plutôt anglophone – travaillait dans les métiers, les finances, les ventes et services ; en 2001, celle-ci, surtout francophone, est partagée entre l'enseignement et les ventes et services. Toutefois, le nombre important de retraités dans les deux groupes retient l'attention. La proportion de retraités anglophones tend à diminuer depuis 1981, alors que celle des retraités francophones augmente. D'autre part, la présence d'étudiants dans le quartier s'accroît considérablement. Même si certains ont grandi dans le quartier et demeurent encore à la maison, des facteurs tels que l'atteinte d'un sommet dans les inscriptions à l'Université de Moncton en 1994, le départ de retraités, la conversion de résidences en maisons de chambres et la location de chambres ou d'appartements au sous-sol se conjuguent pour expliquer cette croissance. Finalement, la forte représentation de retraités et d'étudiants révèle une tendance très nette à la polarisation démographique. D'ailleurs, le quartier comptait, en 2000, 32 propriétaires absents, dont certains habitent en dehors de la région, phénomène qui semble être en hausse. Les pôles d'emplois qu'étaient Eaton's, le CN, les Forces armées canadiennes sont aujourd'hui disparus. L'Université de Moncton est un employeur important, et Sunny Brae, par sa proximité, un lieu d'accueil pour employés et étudiants.

Les pôles d'emplois qu'étaient Eaton's, le CN, les Forces armées canadiennes sont aujourd'hui disparus. L'Université de Moncton est un employeur important, et Sunny Brae, par sa proximité, un lieu d'accueil pour employés et étudiants.

Sunny Brae : à l'ombre de l'Université ?

Depuis l'arrivée de l'Université de Moncton, en 1963, dans le pré ensoleillé qu'était Sunny Brae (comme son nom l'indique), le quartier a évolué dans l'ombre de cette institution. La présence de l'Université a fortement influencé l'évolution du profil de sa population, sans toutefois anéantir son caractère mixte particulier et très urbain. Ainsi, Sunny Brae demeure un « melting pot », une courte-pointe contrastée où se côtoient l'anglais et le français, le vieux et le neuf, les résidences imposantes et les maisons plus modestes, les retraités et les étudiants.

Au cours des ans, le quartier s'est vu attribuer le sobriquet de « nick à profs » et il est devenu à certains égards un quartier d'accueil. Pour des raisons évidentes, Sunny Brae s'est avéré un milieu de vie idéal pour ses résidents, qui y apprécient non seulement la proximité de leur lieu de travail, mais aussi la qualité de vie. Celle-ci se traduit par une offre de logements abordables, un esprit communautaire sain, un environnement vert et paisible quelque peu retranché, qui constitue un juste milieu entre la vie de ville et la vie de banlieue, un village urbain. Des employés de l'Université s'y sont établis après avoir pris en considération les avantages qu'offrait Sunny Brae. En effet, une présence francophone plus intense sur le marché du travail a contribué à former un axe de services important entre le centre-ville et l'Université, ce qui, par ricochet, ajoute à l'attrait que représentent les quartiers voisins, dont Sunny Brae.

Tableau 5

**Profil de l'emploi selon le secteur d'activité des ménages
anglophones et francophones,
% du total des employés, Sunny Brae 1961-2000**

	1961		1971		1981		1991		2000	
	A	F	A	F	A	F	A	F	A	F
Industrie										
Gestion	9,3	1,0	10,5	1,7	3,0	2,5	2,8	2,8	1,5	0,4
Affaires, finance, Administration	31,4	2,6	19,2	4,7	13,4	6,9	5,3	5,3	0,8	2,3
Sciences naturelles et appliquées	2,1	0,0	4,1	1,2	2,0	0,0	0,8	1,2	1,1	1,9
Santé	1,5	0,0	2,3	0,6	1,0	0,5	0,0	0,4	0,0	2,6
Sciences sociales, enseignement, administration publique	6,2	0,0	4,1	4,1	5,4	15,3	2,0	12,6	2,6	9,0
Arts, culture, sports, loisirs	0,0	0,5	0,0	0,0	1,0	0,5	0,4	0,4	0,0	0,8
Ventes, services	22,2	0,5	22,7	4,1	8,9	3,5	4,1	1,6	3,4	9,8
Métiers, transports	14,4	5,2	21,5	8,1	8,9	4,0	4,5	3,3	2,3	4,1
Transforma- tion, fabrication	3,1	0,0	4,1	2,3	0,5	1,5	0,4	0,0	0,4	1,9
Retraités	0,0	0,0	0,0	0,0	35,6	5,4	30,5	10,2	19,2	15,8
Étudiants	0,0	0,0	0,6	1,7	1,0	1,0	0,0	4,1	0,4	18,0
N	175	19	153	49	163	83	125	103	84	182

Un lieu semblable possède pratiquement tous les atouts pour devenir un quartier convoité par d'éventuels « gentrificateurs ». Le relèvement substantiel du statut social d'une population provoque souvent une flambée de la valeur des propriétés. Parmi les cas célèbres, mentionnons des quartiers tels que Cabbagetown à Toronto, le plateau Mont-Royal à Montréal ou le South End à Halifax. Or la manifestation d'un tel embourgeoisement à Sunny Brae, que l'on reconnaîtrait à des rénovations flamboyantes, demeure très discrète, et la valeur des propriétés du quartier reste encore très abordable et se situe sous la moyenne régionale. Un lotissement plus récent situé au nord, qui comporte des propriétés s'apparentant aux pavillons que l'on retrouve en banlieue, fait toutefois exception. L'examen de la condition des bâtiments de ce lotissement révèle qu'ils sont généralement dans un état assez stable et qu'ils respectent le caractère d'origine du quartier ; l'entretien paysager soigné témoigne d'ailleurs de la fierté des résidants. Tout cela fait dire à certains que « les profs cools s'embourgeoisent avec classe » ! Il s'agirait cependant d'un embourgeoisement plutôt tranquille... ou inachevé ! Plusieurs habitants sont retraités depuis peu ; d'autres le seront bientôt. Le quartier demeure modeste, mais qu'en adviendra-t-il après le départ d'une cohorte vieillissante ? Certains résidants craignent une « dé-gentrification », un délabrement des propriétés et une dégradation du climat social causés par l'accroissement d'une population en transit, parfois « anarchique » de l'avis de certains, et par l'incidence accrue de l'absentéisme des propriétaires, phénomènes qui seront le symptôme d'une cohabitation devenue difficile. Les particularités de Sunny Brae feraient-elles du quartier un lieu de transition constante ?

Un examen approfondi des mutations successives des occupants pourrait révéler l'existence d'une chaîne de transfert de logements. En effet, des informateurs mentionnent l'existence d'un réseautage informel par lequel s'organisent les transactions en matière de logement. Ainsi, il paraîtrait que très peu de propriétés font l'objet de publicité par les moyens traditionnels et que des ventes ou des locations de propriétés sont conclues en quelques jours. De plus, cette pratique semble particulièrement bien organisée dans la population francophone. Il n'est pas rare d'entendre un locataire faire la liste des connaissances qui se sont succédé dans le même logement !

L'avenir pour Sunny Brae : lieu transitoire ou lieu d'investissement ?

Justement pour les raisons évoquées précédemment, on serait en droit de se demander si Sunny Brae, en partie à cause de sa position stratégique, ne serait pas devenu le lieu d'une population en transit. Certains résidants actuels affirment y demeurer « en attendant ». De plus, en examinant les listes des résidants dressées à partir du *Moncton City Directory*, on remarque le passage momentané de « gentrificateurs potentiels ». Plusieurs scénarios plausibles sont décelés : le médecin spécialiste qui arrive à Moncton, qui habite près du travail avant de mieux connaître le marché immobilier et les quartiers du

Grand Moncton ; le professeur qui s'y établit en attendant la permanence d'emploi ; l'étudiant qui y vit pendant ses études, etc.

D'autres scénarios, qui constituent des variations sur le thème de la transition, peuvent laisser présager d'éventuels changements. L'investissement temporaire de la part de « propriétaires étudiants » est sûrement un phénomène peu documenté, qui, quoique peu fréquent, est bien présent à Sunny Brae. Ainsi, pour ceux qui en ont la possibilité, le fait de posséder son logement pendant quelques années, de louer quelques chambres, quitte à revendre au même prix, apparaît comme une solution originale et économique pour se loger pendant les études, et ce, à deux pas de l'Université. Par ailleurs, l'investissement que représente l'achat d'une propriété dans le quartier constitue pour certains un « potentiel qu'il faut garder ». Par conséquent, certains propriétaires quittent sans vendre, du moins pas dans l'immédiat. Pour d'autres, il s'agit d'une occasion à ne pas rater. D'autres encore investissent dans l'ajout d'un appartement au sous-sol. Dans chacun de ces cas, l'action est posée en vue de profiter de la proximité enviable de l'Université et du roulement régulier de la population. De l'aveu de quelques-uns, « le marché immobilier est actuellement très tranquille ». De plus, le parc situé vers le centre de Sunny Brae serait apparemment convoité par des promoteurs. Cependant, ces formes d'investissement ont sûrement un motif. Des cas semblables ont déjà été remarqués ailleurs dans des quartiers offrant les mêmes avantages. Les cas du « ghetto étudiant » de l'Université McGill, des secteurs Kitsilano et Point Grey à Vancouver, l'Annex à Toronto ne sont que quelques-uns de nombreux exemples qui ont vu une vague d'embourgeoisement s'intensifier par la suite. Toutefois, la conjoncture est différente.

La concurrence de Dieppe ou l'impossibilité d'une élitisation française complète ?

La région de Moncton est différente de celles de Montréal, de Toronto ou de Vancouver. La dynamique du Grand Moncton, région bilingue, est également particulière. Comme on l'a vu, elle attire une population francophone importante qui provient en grande partie des régions francophones du Nouveau-Brunswick et qui trouve à Dieppe, municipalité voisine, un environnement de banlieue et majoritairement francophone (à 80 %). De plus, la différence de prix entre les maisons neuves et les propriétés existantes tend à régresser, ce qui accentue l'attrait de Dieppe. Ainsi, Dieppe attire en grande partie des « gentrificateurs » potentiels, dont quelques-uns proviennent justement de Sunny Brae, et connaît depuis quelques années des taux de croissance annuelle d'environ 2 %. Dans l'un ou l'autre des cas, le phénomène est presque semblable : un regroupement des francophones !

Conclusion : la « ghettoisation » volontaire des francophones ?

La présence francophone dans le Grand Moncton est très évidente. Elle constitue d'ailleurs un des atouts importants de la région, tant sur le plan économique que sur le plan culturel. Elle contribue également à bouleverser l'ordre établi. La ville de Moncton se targue d'être la première ville à être offi-

ciellement bilingue (disposition votée le 6 août 2002). La population anglophone se plie à cette nouvelle réalité en devenant, elle aussi, graduellement plus bilingue. Toutefois, cette apparente harmonie s'accorde sur les airs d'une concentration, d'un retranchement, qu'il soit volontaire ou non, de la population francophone vers des espaces francophones. Bien que cette création d'espaces francophones représente des points d'ancrage importants dans la région du Grand Moncton, elle ressemble néanmoins à la formation de « ghettos » se situant sur les marges d'espaces anglophones outre marais et « foins fous » : Sunny Brae à l'ombre de l'Université ; Dieppe de l'autre côté du ruisseau Hall. La présence francophone dans un milieu majoritairement anglophone représente certes une force, mais cette force n'est-elle pas fragilisée par la formation d'îlots francophones ?

BIBLIOGRAPHIE

- ALLAIN, Greg (1998), « L'entrepreneurship minoritaire et le développement économique local : le rôle des gens d'affaires acadiens dans la croissance récente du Grand Moncton », communication présentée au colloque « Centralité de la marginalité », 66^e Congrès de l'ACFAS, Université Laval, 14 mai 1998.
- BRUN, Régis (1999), *Les Acadiens à Moncton : un siècle et demi de présence française au Coude*, Moncton, [s.n.]
- BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE (1970), *Recensement du Canada de 1961*, Bulletin SP-5, Ottawa, Bureau fédéral de la statistique.
- CORMIER, Clément (1975), *L'Université de Moncton : historique*, Moncton, Publications du Centre d'études acadiennes.
- HARRIS, R.S. et B. MOFFAT (1986), « How reliable is the Modern City Directory ? », *The Canadian Geographer / Le géographe canadien*, vol. 30, n° 2, p. 154-158.
- HIGGINS, Benjamin et Maurice BEAUDIN (1988), *Impact de l'Université de Moncton sur les régions de Moncton, d'Edmundston et de Shippagan*, Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional.
- MIGHT DIRECTORIES (1961), *Might's Greater Moncton City Directory*, Toronto, Might Directories Atlantic.
- MIGHT DIRECTORIES (1971), *Might's Greater Moncton (Westmorland County) New Brunswick, City Directory*, Toronto, Might Directories.
- MIGHT DIRECTORIES (1981), *Moncton, New Brunswick, City Directory*, Toronto, Might Directories.
- MIGHT DIRECTORIES (1991), *Moncton, New Brunswick, City Directory*, Toronto, Might Directories.
- R. L. POLK & CO. (2000), *Polk's Moncton City Directory*, Toronto, Polk.
- SAVOIE, Donald (1988), « Préface », dans Benjamin HIGGINS et Maurice BEAUDIN, *Impact de l'Université de Moncton sur les régions de Moncton, d'Edmundston et de Shippagan*, Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional.
- STATISTIQUE CANADA, *Recensement de 1996*, Ottawa, 95F0219XDB96002.
- YOUNG, R.A. (2001), « Le programme "Chances égales pour tous" : une vue d'ensemble », dans *L'ère Robichaud, 1960-1970, actes du colloque*, Moncton, Institut canadien de recherche en développement régional, p. 23-39.